

**SITE DE ACIER POLI**  
**A SAINT-JULIEN-DU-SAULT (89)**

---

**OBJET :**  
**OPERATION D'EVACUATION ET D'ELIMINATION DES DECHETS**

---

**PIECE 2 : CAHIER DES CHARGES**

# Table des matières

<b>1</b>	<b>CONTEXTE DE L'INTERVENTION .....</b>	<b>3</b>
1.1	CADRE DE L'INTERVENTION DE L'ADEME .....	3
1.2	LOCALISATION GEOGRAPHIQUE, ENVIRONNEMENT ET HISTORIQUE DU SITE .....	4
1.3	CONTRAINTES D'INTERVENTION.....	18
1.3.1	<i>Etat des bâtiments, des structures et autres équipements</i> .....	18
1.3.2	<i>Présence d'amiante</i> .....	20
1.3.3	<i>Accès</i> .....	20
1.3.4	<i>Réseaux</i> .....	21
1.3.5	<i>Plomb</i> .....	21
1.4	LES DECHETS PRESENTS SUR LE SITE (NATURE, CONDITIONNEMENT ET QUANTITE DE DECHETS) .....	22
<b>2</b>	<b>PRESTATIONS A REALISER.....</b>	<b>23</b>
2.1	MISSION ADMINISTRATIVE PREPARATOIRE .....	23
2.1.1	<i>Documents préparatoires</i> .....	23
2.1.2	<i>Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs</i> .....	24
2.1.3	<i>Démarche RSE</i> .....	25
2.1.4	<i>Autorisations et informations préalables</i> .....	25
2.1.5	<i>Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)</i> .....	25
2.2	PREPARATION, ORGANISATION ET LOGISTIQUE DU CHANTIER.....	25
2.2.1	<i>Etat des lieux</i> .....	25
2.2.2	<i>Préparation du chantier</i> .....	26
2.2.2.1	Planning .....	26
2.2.2.2	Installation du chantier.....	26
2.2.3	<i>Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement</i> .....	27
2.2.3.1	Débroussaillage, aménagement des accès .....	30
2.3	SECURISATION DES ZONES DE TRAVAUX.....	30
2.3.1	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard du risque d'instabilité des bâtiments</i> .....	31
2.3.2	<i>Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence d'amiante et de plomb</i> .....	31
2.4	GESTION DES DECHETS .....	31
2.4.1	<i>Phase identification des déchets</i> .....	31
2.4.2	<i>Phase conditionnement et reconditionnement des déchets</i> .....	32
2.5	MISE EN SECURITE DES BASSINS, DES FOSSES ET DES GRV.....	32
2.6	RECHERCHE ET MISE EN SECURITE DES CUVES DE FIOUL.....	34
2.7	CHARGEMENT, TRANSPORT ET TRAITEMENT (TYPE DE TRAITEMENT ET PROXIMITE DES FILIERES) DES DECHETS .....	35
2.7.1	<i>Chargement et transport des déchets</i> .....	35
2.7.2	<i>Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)</i> .....	36
2.8	REPLI DU CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX.....	37
2.9	MOYENS HUMAINS ET ORGANISATIONNELS.....	37
<b>3</b>	<b>CONDITIONS D'INTERVENTION .....</b>	<b>37</b>
3.1	SUIVI DE L'INTERVENTION .....	37
3.2	REUNIONS DE CHANTIER ET COMPTE-RENDU .....	38
3.3	JOURNAL DE CHANTIER : .....	38
3.4	DECOMPTE FINANCIER HEBDOMADAIRE .....	39
3.5	RAPPORT FINAL D'EXECUTION .....	39

## 1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

### 1.1 Cadre de l'intervention de l'ADEME

L'ADEME intervient, sur demande de l'Etat, pour assurer la conduite des travaux de **mise en sécurité des sites et sols pollués à responsable défaillant**.

Au titre du principe pollueur-payeur énoncé par le Code de l'environnement, les obligations environnementales de prévention, de réduction et de réparation des pollutions engendrées par une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) sont de la responsabilité de celui qui l'exploite ou en assume la garde.

En cas de défaillance des responsables à assumer leurs obligations et lorsqu'il y a menace grave pour les populations et l'environnement, les pouvoirs publics peuvent charger l'ADEME de la **maîtrise d'ouvrage** des opérations de mise en sécurité de ces sites, par arrêté préfectoral et après accord du Ministère de la Transition Ecologique ou du préfet de région pour les montants inférieurs à 150 000€.

Les interventions de l'ADEME sont mises en œuvre en application des textes réglementaires et en particulier de l'avis du 29 mars 2023 du Ministre chargé de l'écologie. Le ministère en charge de la Transition Ecologique ou le Préfet de région autorise le Préfet à prendre l'arrêté d'exécution de travaux d'office. La préparation des interventions (lancement de la consultation notamment) démarre après la notification de cet arrêté.

Par **Arrêté Préfectoral de Travaux d'Office (APTO) n°PREF-SAPPIE-BE-2022-0488 du 21 novembre 2022**, Monsieur le Préfet de l'Yonne a saisi l'ADEME pour :

1. L'évacuation et l'élimination des déchets dangereux présents sur le site comprenant notamment :
  - Une caractérisation des eaux et des sédiments / boues présents dans les bassins B1 à B5, F1, F2 ainsi qu'une caractérisation des eaux conditionnées dans les GRV présents sur le site afin de conforter les filières de traitement associées et les volumes présents.
  - L'évacuation et l'élimination des eaux conditionnées dans les GRV stockées sur le site ainsi que les déchets dangereux dispersés sur le site.
  - La gestion des eaux et des sédiments / boues des bassins susmentionnés. Le choix du mode de gestion (prétraitement éventuel sur le site puis évacuation en filière agréée ou encore maintien en place) sera déterminé à l'issue de la phase de caractérisation.
  - La sécurisation des bassins.
  - La recherche, la vidange et l'inertage des deux cuves de fioul du site.
2. La caractérisation de l'environnement hors site et sur site en vue d'évaluer la présence d'une pollution potentielle et de ses impacts dans l'environnement proche (habitations) comprenant la réalisation de deux campagnes de mesures des gaz de sol, de la qualité des eaux souterraines ainsi que des eaux superficielles et des sédiments du ruisseau d'Ocques. Une recherche, à minima, sur les paramètres hydrocarbures totaux (C10-C40, TPH C5-C16 et C5-C40), HAP, Eléments Traces Métalliques (ETM), cyanures, COHV et BTEX sera menée eu égard aux milieux à investiguer.

**La présente consultation a pour objectif de sélectionner le prestataire pour la réalisation des opérations d'évacuation et d'élimination des déchets dangereux présents sur le site. Le candidat s'engage à évacuer et traiter l'ensemble des déchets identifiés dans la présente consultation et listés au § 1.4 du Cahier des charges (CdC).**

Un **Arrêté Préfectoral d'Occupation des Sols** a été signé le 21 novembre 2022 (n° PREF-SAPPI-BE-2022-0489) prolongé par l' **Arrêté Préfectoral d'Occupation des Sols** du 25 mars 2025 permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles sur lesquelles le titulaire interviendra.

## 1.2 Localisation géographique, environnement et historique du site

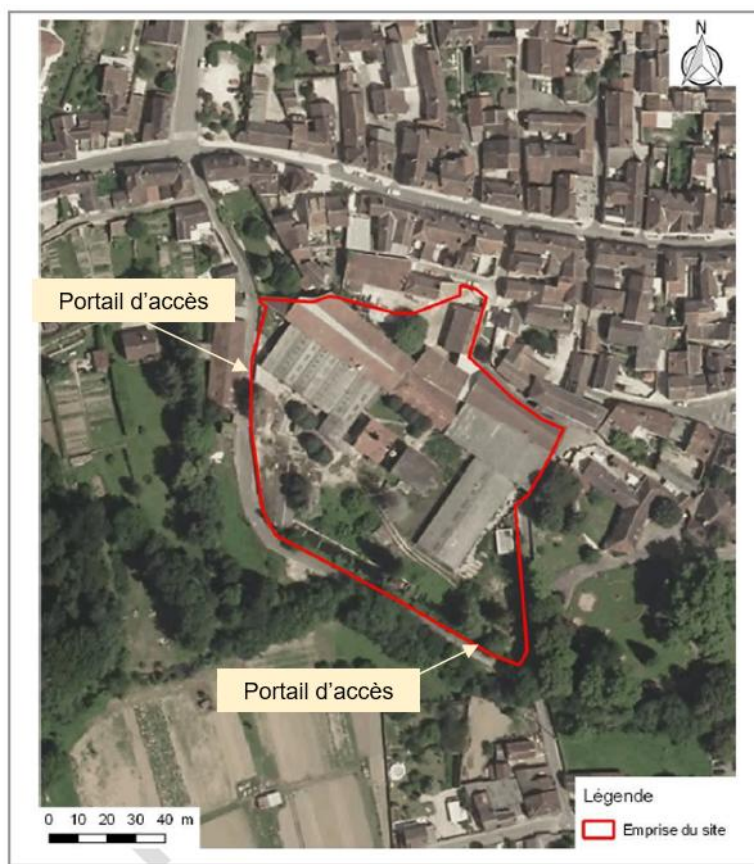
### Localisation du site

Le site est localisé sur la commune de Saint-Julien-du-Sault dans le département de l'Yonne (89) dans un environnement urbain (bourg de la commune). Il est localisé sur la parcelle 583 de la section AE et représente une superficie de 9 000 m<sup>2</sup> environ dont environ 2 800 m<sup>2</sup> de bâtiments.

Il est bordé par :

- Au sud : la rue des Fossés, voie communale à sens unique ; le ruisseau d'Ocques et sa ripisylve ; des champs et les premières habitations situées à 40 mètres ;
- A l'est : la rue des Dames, voie communale à sens unique ; un bras du ruisseau d'Ocques ; un grand parc et des habitations dont la plus proche n'est distante que de 10 mètres (séparation du site par la route des Dames) ;
- Au nord : en limite directe du site sans délimitation physique (grillage de clôture supprimé) : un bras du ruisseau d'Ocques et une habitation et un hangar. Puis, la rue des Tanneries, voie communale à sens unique et des habitations ;
- A l'ouest : la rue des Fossés, quelques habitations éparses (dont la plus proche est située à 10 mètres du site) et des bosquets.

L'accès au site se fait soit par sa partie nord-ouest via un portail d'accès situé rue des Fossés (sans cadenas) soit par sa partie sud-ouest rue des Dames (avec un cadenas dont les clés sont en possession de la mairie de Saint-Julien-du-Sault).



**Figure 1 - Localisation du site sur fond de photographie aérienne (source : DEKRA modifié, 2017)**

Operations d'évacuation et élimination des déchets sur le site d'ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault (89)  
Cahier des charges - DCE ADEME

Le site ACIER POLI était initialement constitué de :

- Dix bâtiments industriels accolés les uns aux autres (cf. Figure 2). La charpente du bâtiment D s'est effondrée à la suite d'un incendie en 2013 et le bâtiment M a été détruit par mesure de sécurité à la suite d'un autre incendie en 2014 ;
- D'une station de traitement des effluents comprenant des bassins de décantation et des fosses (cf. Figure 3) ;
- Deux cuves de fioul de 3 500 L et 4 500 L (bâtiment H et/ou F) qui n'ont pas été retrouvées par l'ADEME.
- D'un transformateur électrique HT/BT postérieur à 1987, date d'interdiction des PCB.

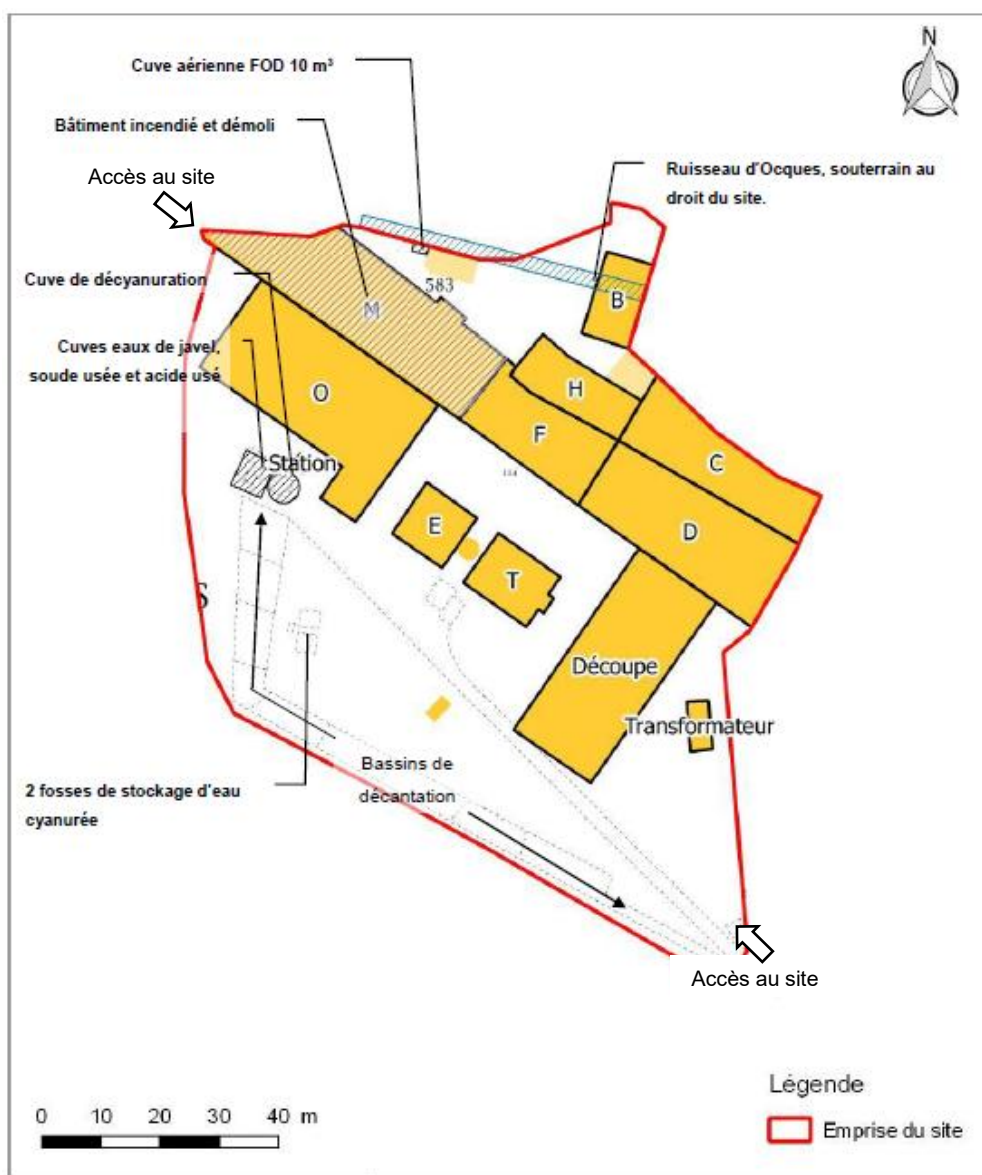
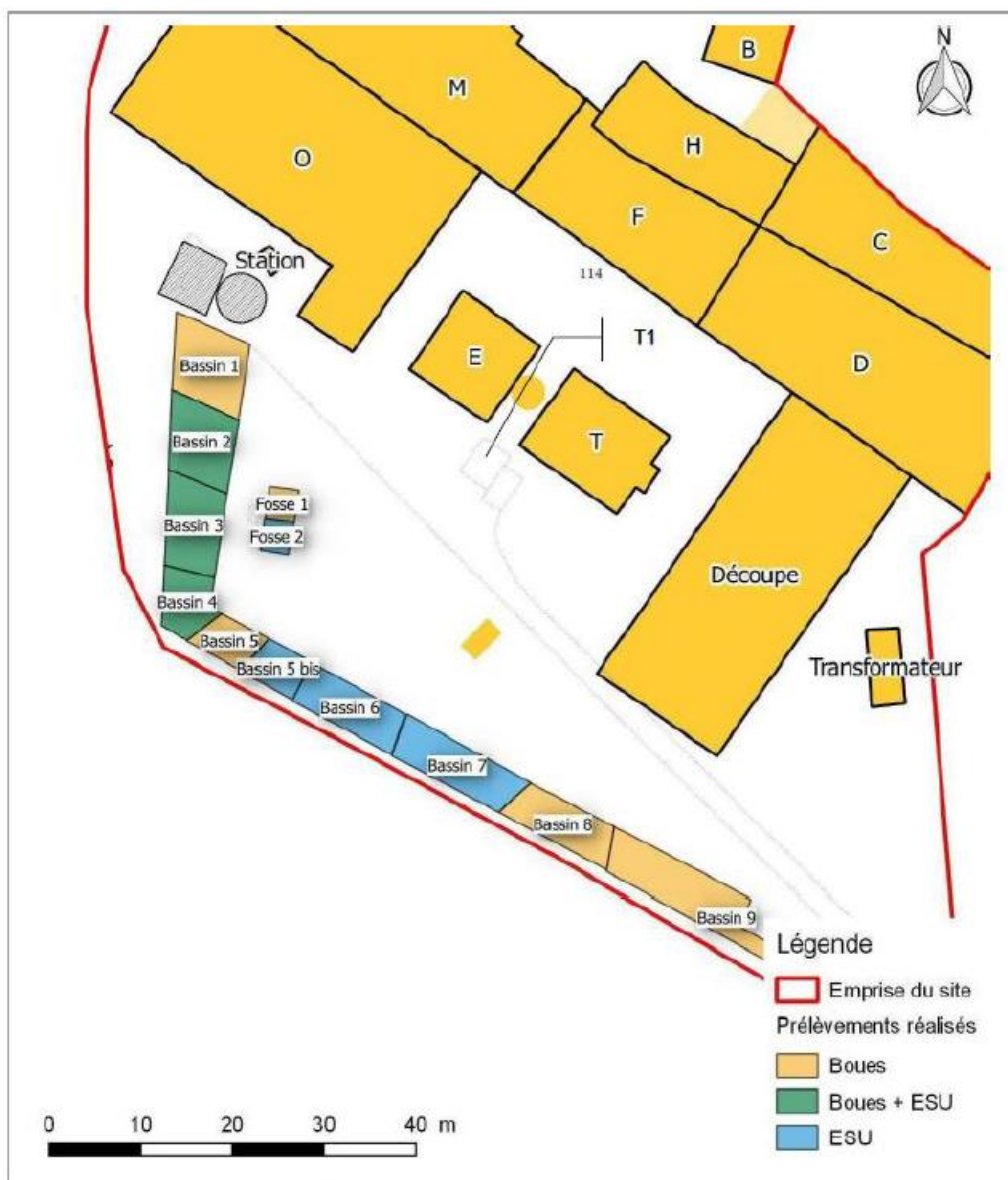


Figure 2 - Plan de masse du site (source : DEKRA, 2017)



**Figure 3 - Localisation et numérotation des bassins et des fosses (SERPOL, 2018)**

#### Historique du site

Les premières activités sur le site remontent à 1920, date à laquelle il aurait été exploité comme une tannerie. La société ACIER POLI s'est, quant à elle, implantée en 1946 ou en 1947 pour exploiter, jusqu'en 2011, une usine de fabrication de petits articles métalliques destinés à l'habillement.

Pendant le fonctionnement d'ACIER POLI, l'usine recevait des rouleaux de feuilards comme matière première. Après usinage, les pièces étaient cémentées (pièces trempées dans du cyanures de potassium) avant de subir une trempe puis elles étaient polies par grenailage dans des tonneaux en bois. Les pièces subissaient, enfin, un traitement de surface (nickelage, cuivrage et dorure).

Les effluents issus des process de fabrication étaient acheminés vers la station de traitement des effluents. Les eaux étaient ensuite rejetées dans le ruisseau d'Ocques.



### Caractérisation des boues et eaux résiduaires des bassins de décantation – SERPOL, 2018

SERPOL a réalisé un mémoire de cessation d'activité pour l'entreprise ACIER POLI en 2018. Ce dernier a été complété par un rapport DEKRA-SERPOL, datant aussi de 2018, pour la caractérisation des boues et des eaux résiduaires de l'ensemble des bassins de décantation présents sur le site ainsi que pour la caractérisation de terres excavées. Dans ce cadre, dix prélèvements de boues, sept prélèvements d'eaux de surface et un prélèvement de terre excavée dans la fosse située entre les bâtiments E et T ont été réalisés. L'ensemble des échantillons prélevés ont été analysés.

Les analyses réalisées sur les boues et les terres excavées ont montré que, excepté pour un bassin sur les 9 présents sur le site, ces dernières ne peuvent pas être évacuées en installation de stockage de déchets inertes (ISDI) selon l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014. Pour les boues, les paramètres concernés par un dépassement sont les COT sur brut (de 12 000 à 190 000 mg/kg), les hydrocarbures sur brut C10-C40 (de 820 à 150 000 mg/kg), le COT sur éluât, le nickel sur éluât (de 1,1 à 17 mg/kg) et les chlorures (de 2 800 à 19 000 mg/kg). Des concentrations élevées en cyanures totaux (110 à 2 100 mg/kg) étaient également notables pour 4 échantillons.

Pour les eaux contenues dans 6 bassins et dans une des deux fosses (cf. Tableau 1), un dépassement des valeurs de référence (annexes 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 11 janvier 2007 et recommandations de l'OMS directive eau-boisson) a été constaté sur les paramètres nickel (de 150 à 22 000 µg/L selon les bassins), hydrocarbures (de 75 à 39 000 µg/L selon les bassins), chrome (de 6 à 65 µg/L), cuivre (520 à 15 000 µg/L) et cyanures totaux (200 à 6 600 µg/L).

Les volumes d'eaux et de boues présents dans les bassins ont aussi été estimés.

Le Tableau 1 suivant synthétise les principales conclusions de ce rapport.

	Volume total m³	Volume boues m³	V eau m³	Anomalies détectées dans les boues	Anomalies détectées dans les eaux
Bassin 1	91	70	0	Nickel, sélénium, FS, sulfate	S.O.
Bassin 2	78	33	45	COT, HC, molybdène, nickel, FS, chlorures	Nickel, cyanures totaux
Bassin 3	78	72	6	Nickel, FS, chlorures	Nickel
Bassin 4	50	38	4	nickel, FS, chlorures	Nickel
Bassin 5	38	19	0	COT, nickel	S.O.
Bassin 5 bis	32	0	16	S.O.	Nickel, cyanures totaux
Bassin 6	65	0	41	S.O.	Cuivre, mercure, nickel
Bassin 7	75	13	6	n.a.	Chrome, cuivre, mercure, plomb, nickel, cyanures totaux
Bassin 8	65	38	0	Aucune	S.O.
Bassin 9	150	23	0	COT, nickel, sélénium	S.O.
Fosse 1	23	23	0	COT, HC, nickel, sélénium, FS, fluorure, chlorure, sulfate	S.O.
Fosse 2	23	0	20	COT, HC, chrome, sélénium, FS, fluorure, chlorure	HC, cuivre, nickel, cyanures totaux
<b>SOMME</b>	<b>768</b>	<b>329</b>	<b>138</b>		

S.O. : sans objet  
n.a. : non analysé

**Tableau 1 - Volumes d'eaux et de boues estimés dans les bassins et anomalies détectées  
(source : SERPOL, 2018)**

### **Mise en sécurité partielle du site – SERPOL, 2019**

A partir des conclusions du rapport de caractérisation des boues et des eaux, SERPOL a proposé au liquidateur et à la DREAL plusieurs alternatives de mise en sécurité des bassins de décantation et des fosses. La solution de reconditionnement des eaux en GRV sur site et de regroupement et mise à l'abris des eaux météoriques et des boues dans une partie des bassins sans prétraitement a été retenue.

Les opérations suivantes ont été effectuées du 8 avril au 31 mai 2019 :

- Débroussaillage des zones à investiguer et mise en forme de zones de stockage des GRV (couche de géotextile anti-poinçonnement surmontée d'une couche de polyane et merlons périphériques de 30 cm de haut).
- Pompage des eaux polluées et reconditionnement dans 76 GRV stockés sur site (39 dans une première zone et 37 dans une deuxième zone).
- Transfert des boues des bassins 7 et 9 (volume estimé entre 30 et 40 m<sup>3</sup>) vers les bassins 4 et 5 en amont. Les bassins 7 et 9 ont été curés jusqu'à une couche marneuse blanche qui a fait l'objet d'un prélèvement pour analyse. Les résultats d'analyse confirment le caractère inerte des matériaux laissés en place.
- Mise en place d'un grillage avertisseur autour des bassins vidangés, réparation de la toiture déjà existante sur les bassins 1 à 3 et mise en place de tôles métalliques splittées sur des bordures bétonnées sur les bassins 4 et 5. Les boues sont ainsi regroupées dans les bassins 1 à 5 comme indiqué sur la figure ci-dessous.
- En parallèle de ces travaux, un appentis situé à proximité des bassins a été démoli pour faciliter l'accès aux bassins. Des déchets amiantés issus de la démolition ont été mis en évidence et ont été reconditionnés et évacués, de même que les déchets divers mis à jour lors des travaux préparatoires (DND, ferrailles, gravats, terres bleutées, etc.).

La Figure 4 suivante présente l'état des bassins une fois les opérations de mise en sécurité partielle du site réalisée par SERPOL en 2019 terminées.





**Figure 4 - Schéma et photographies de l'état des bassins après la mise en sécurité partielle du site (source : SERPOL, 2019)**

Les photographies suivantes montrent les deux stocks de GRV présents sur le site (photographies datant de 2023). Leur localisation est précisée sur la Figure 6.



**Figure 5 - Stocks de GRV présents sur le site (source : CURIUM, 2023)**

### ***Diagnostic déchets – CURIUM, 2023***

CURIUM a été mandaté par l'ADEME pour réaliser un diagnostic déchets sur le site ACIER POLI. L'intervention s'est déroulée au mois de mai 2023. L'inventaire des déchets et le rapport associés réalisés par CURIUM se trouvent en Annexe (pièce 6.5).

Les déchets suivants ont été caractérisés (cf. localisation en Figure 6) :

- 9 bassins et 3 fosses dont certains contiennent des boues ;
- 76 GRV répartis sur 2 aires de stockage (39 et 37) contenant les eaux pompées des bassins ;
- Quelques cuves stockées sous abri ;
- 1 big-bag de terres bleues/vertes recouvert d'une bâche polyane étanche et balisée.





Figure 6 - Localisation des zones et ouvrages ayant fait l'objet d'une caractérisation (source : CURIUM, 2023)

## Bassins 1, 2, 3, 4, 5, 8 et fosse 1

Les analyses effectuées sur les boues des bassins et des fosses ont montré les résultats suivants :

								ISDI (Classe 3)	ISDND (Classe 2)	ISDD (Classe 1)
Paramètres analysés sur Eluat (test de lixiviation - test normalisé NF EN 12457-2.)								Seuils définis par l'arrêté du 12/12/2014	Pas de seuils définis dans l'arrêté du 15/02/2016 si le déchet est non dangereux, quelle que soit son origine. Pas de déchet dangereux accepté.	Seuils (avant ou après stabilisation) définis par l'arrêté du 30/12/2002.
									Les seuils indicatifs ci-dessous sont ceux de la décision européenne n°2003/33/CE du 19/12/2002 (§ 2.3) dans le cas où des Déchets Dangereux et des Déchets Non Dangereux sont admis dans la même unité en ISDND	
Référence de l'échantillon	Bassin 1	Bassin 2	Bassin 3	Bassin 4	Bassin 5	Bassin 8	Fosse 1	VALEURS LIMITES À RESPECTER en mg/kg de Matière Sèche (MS)		
n°inventaire Excel	1	2	3	4	5	6	7			
Mercurure (Hg)	<0,001	<0,002	<0,002	<0,002	<0,002	<0,002	0,005	0,01	0,2	2
Carbone organique total (COT)	202	234	96	120	61	68	397	500 <sup>(3)</sup>	800 <sup>(5)</sup>	1 000 <sup>(7)</sup>
Sulfates (SO4)	13 500	4 900	1 300	782	2 700	<215	359	1 000 <sup>(1)(2)</sup>	20 000	-
Phénols (indice)	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<1,1	<0,6	1	-	-
Fraction soluble (FS)	43 000	38 000	29 000	20 000	7 400	3 900	104 000	4 000 <sup>(1)</sup>	60 000 <sup>(4)</sup>	100 000
Fluorures (F)	12,0	9,0	2,0	2,5	5,0	<2	17,0	10	150	500
Chlorures (Cl)	2 300	9 400	14 000	6 100	230	215	2 500	800 <sup>(1)</sup>	15 000	-
Chrome Total (Cr)	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	<0,1	0,62	0,5	10	70
Nickel (Ni)	4,00	4,50	1,10	2,00	6,20	0,70	10,60	0,4	10	40
Cuivre (Cu)	0,50	5,30	0,30	0,60	0,20	0,20	37,20	2	50	100
Zinc (Zn)	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	<1,0	5,10	4	50	200
Arsenic (As)	<0,07	<0,07	<0,07	<0,07	<0,07	<0,07	0,18	0,5	2	25
Sélénium (Se)	3,30	<0,1	<0,1	<0,1	0,50	<0,1	12,20	0,1	0,5	7
Cadmium (Cd)	<0,02	<0,03	<0,03	<0,04	<0,02	<0,03	<0,02	0,04	1	5
Baryum (Ba)	0,50	1,20	1,00	0,32	0,54	0,69	50,0	20	100	300
Plomb (Pb)	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	0,14	0,5	10	50
Molybdène (Mo)	0,40	0,60	0,40	0,90	<0,2	<0,2	0,15	0,5	10	30
Antimoine (Sb)	<0,06	<0,11	<0,10	<0,12	<0,08	<0,11	<0,06	0,06	0,7	5
Paramètres analysés sur Brut (Matière Sèche)								ISDI (Classe 3)	ISDND (Classe 2)	ISDD (Classe 1)
								VALEURS LIMITES À RESPECTER en mg/kg de Matière Sèche (MS)		
pH	8,6	8,1	7,9	8,2	7,9	7,9	10,6	-	≥ 6	-
CNA (Capacité de Neutralisation Acide)	non évaluée	non évaluée	non évaluée	non évaluée	non évaluée	non évaluée	non évaluée	-	à évaluer	à évaluer
Siccité	89%	47%	52%	41%	61%	47%	78%	> 30%	> 30% (arrêté du 15/02/2016)	> 30%
COT (carbone organique total)	10 000	40 000	19 000	22 000	64 000	67 000	39 000	30 000 <sup>(4)</sup>	50 000	60 000 <sup>(6)</sup>
Indice Hydrocarbures (C10 à C40)	348	915	230	203	526	105	2 200	500	-	-
Benzène et Aromatiques (CAV - BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) - Somme des CAV	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-	-/-	6	-	-
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	-/-	-/-	-/-	-/-	0,6	-/-	77	50	-	-
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	0,19	0,06	-/-	-/-	0,03	-/-	3,1	1	-	50

Référence de l'échantillon	Bassin 1	Bassin 2	Bassin 3	Bassin 4	Bassin 5	Bassin 8	Fosse 1
Numéro sur l'inventaire (tableau excel)	1	2	3	4	5	6	7
Elément (teneur max d'exclusion de tout danger)	Teneur en mg/kg de matière sèche(MS)						
Cr (270 mg/kg de matière sèche)	74	49	52	61	34	56	513
Ni (190 mg/kg de matière sèche)	16835	1681	747	929	9524	644	1104
Cu (1200 mg/kg de matière sèche)	1571	2340	1226	1076	755	157	180
Zn (1200 mg/kg de matière sèche)	1021	211	421	76	246	86	321
As (530 mg/kg de matière sèche)	10	9	6	7	18	9	6
Cd (150 mg/kg de matière sèche)	4	<1	<1	<1	1	<1	4
Hg (250 mg/kg de matière sèche)	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2	<0,2
Pb (2500 mg/kg de matière sèche)	108	<21	<19	<24	26	<21	154
Propriétés de danger « HP » (méthode INERIS)							
HP4	Irritant	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé
HP5	Toxicité spécifique pour un organe cible (STOT) / Toxicité par aspiration	classé	non classé	non classé	non classé	classé	non classé
HP6	Toxique	classé	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé
HP7	Cancérogène	classé	classé	classé	classé	classé	classé
HP8	Corrosif	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé
HP10	Reprotoxique	classé	classé	classé	classé	classé	classé
HP11	Mutagène	classé	non classé	non classé	non classé	classé	non classé
HP13	Sensibilisant	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé	non classé
HP14	Ecotoxique	classé	classé	classé	non classé	classé	non classé

Référence de l'échantillon	Bassin 1	Bassin 2	Bassin 3	Bassin 4	Bassin 5	Bassin 8	Fosse 1	FNADE "charte de qualité du métier de stockage des déchets" de juillet 2004		
N° Inventaire	1	2	3	4	5	6	7	K3	K2	K1
teneur en mg/kg MS (Matière Sèche)										
Cyanures totaux (mg/kg MS)	135	362	35	34	246	28	2800	< 25	25 - 50	> 50
Cyanures libres (mg/kg MS)	0,3	0,6	0,4	0,5	0,5	0,4	7,3	< 1	1 - 5	> 5

**Figure 7 - Résultats d'analyses sur les boues des bassins et fosses du site (source : CURIUM, 2023)**

Les boues des bassins 1, 2, 3, 4, 5, 8 et de la fosse 1 seront à évacuer.

Concernant les boues, pour la détermination de la dangerosité des déchets, l'approche choisie conjointement entre l'ADEME et CURIUM était la suivante :

- Pack ISDI (selon arrêtés ministériels des 12 décembre 2014 et du 30 décembre 2002) qui donne des informations sur l'acceptabilité du déchet en filière de stockage inerte / non dangereux / dangereux ;
- Complété avec un pack 8 métaux sur brut sans spéciation (selon le guide de l'INERIS « Classification réglementaire des déchets Guide d'application pour la caractérisation en dangerosité » du 4 février 2016) qui donne une indication sur le danger pour la santé dans le « pire cas avec information », c'est-à-dire sans tenir compte de la probabilité d'être en présence des espèces chimiques minérales qui déclenchent les propriétés de danger aux teneurs mesurées.

#### Fosses 2, 3 et GRV :

Les analyses effectuées sur les eaux superficielles présentes dans les fosses 2 et 3 ont montré les résultats suivants :

Référence de l'échantillon	Fosse 2+3 - eau (mg/L)	Arrêté du 24 août 2017 relatif au rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE	
N° inventaire déchet ( Excel)	8	concentration limite en mg/l	Flux Maximal
<i>Paramètres Sous-section 1 (Cas Général)</i>			
<i>Matière en suspension (MES), demande chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) en mg/l</i>			
Matières en Suspension (MES)	<2	100 35	15 kg/jr ∞
DBO5	5	100 30	30 kg/jr ∞
DCO	150	300 125	100 kg/jr ∞
<i>Azote et phosphore en mg/l</i>			
Azote Total (N)	6	30	50 kg/jr
Phosphore Total (P)	1	10	15 kg/jr
<i>Substances caractéristiques des activités industrielles en mg/l</i>			
Indice phénol	<0,1	0,30	
Cyanures libres (CN)	0	0,10	
Chrome VI (Cr)	<0,02	0,05	
Plomb (Pb)	<0,01	0,1	
Cuivre (Cu)	0,40	0,15	
Chrome Total (Cr)	0,02	0,1	
Nickel (Ni)	0,12	0,2	
Zinc (Zn)	0,09	0,8	
Manganèse (Mn)	0,02	1	
Etain (Sn)	<0,01	2	
Fer (Fe) + Aluminium (Al)	1,63	5	
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables (-> COHV)	-/-	1	
Hydrocarbures totaux (-> Indice C10-C40)	<0,1	10	
Fluorures (F-)	0	15	
<i>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de masse d'eau (liste complète: cf. texte de référence) en mg/l *</i>			
Cadmium (Cd)	<0,0015	0,025	
Mercure (Hg)	0,012	0,025	
Somme des HAP	-/-	0,025	
Arsenic	<0,003	0,025	
<i>Autres paramètres analysés, ne relevant pas du texte de référence en mg/l</i>			
Cyanures totaux	0,62	-	
Nitrites	<0,5	-	
Carbone Organique Total (COT)	54	-	
Nitrates	<10	-	
Azote Kjeldahl	6	-	
<i>Paramètres Sous-section 2 : pour certaines activité</i>			
BTEX	-/-	-	
<p><b>* Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de masse d'eau :</b></p> <p><b>"Par ailleurs, pour toutes les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes:"</b></p> <p><b>(liste complète: cf. texte de référence)</b></p>			

**Figure 8 - Analyse des eaux superficielles des fosses 2 et 3 (source : CURIUM, 2023)**

Les analyses effectuées sur les eaux présentent dans les GRV ont montré les résultats suivants (4 échantillons composites) :

Référence de l'échantillon	GRV A - eau (mg/L)	GRV B - eau (mg/L)	GRV C - eau (mg/L)	GRV D - eau (mg/L)	Arrêté du 24 août 2017 relatif au rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE	
N° inventaire déchet (Excel)	9	10	12	13	concentration limite en mg/l	Flux Maximal
<b>Paramètres Sous-section 1 (Cas Général)</b>						
<b>Matière en suspension (MES), demande chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5) en mg/l</b>						
Matières en Suspension (MES)	8,9	19	12	2,6	100 35	15 kg/jr ∞
DBO5	5	<3	3	5	100 30	30 kg/jr ∞
DCO	110	210	25	100	300 125	100 kg/jr ∞
<b>Azote et phosphore en mg/l</b>						
Azote Total (N)	5,10	9	4,40	5	30	50 kg/jr
Phosphore Total (P)	0,15	1	0,70	0	10	15 kg/jr
<b>Substances caractéristiques des activités industrielles en mg/l</b>						
Indice phénol	<0,01	<0,05	<0,01	<0,01	0,30	
Cyanures libres (CN)	0,06	<0,2	0,02	0	0,10	
Chrome VI (Cr)	<0,02	<0,02	<0,02	<0,02	0,05	
Plomb (Pb)	<0,01	<0,01	<0,01	<0,01	0,1	
Cuivre (Cu)	0,10	0,74	0,90	1,30	0,15	
Chrome Total (Cr)	0,02	0,02	0,02	0,02	0,1	
Nickel (Ni)	0,04	0,91	0,08	0,12	0,2	
Zinc (Zn)	0,08	<0,05	0,05	0,06	0,8	
Manganèse (Mn)	<0,005	0,01	0,01	0,02	1	
Etain (Sn)	<0,01	<0,01	<0,01	<0,01	2	
Fer (Fe) + Aluminium (Al)	0,49	2,22	<0,41	<0,56	5	
Composés organiques halogénés ou halogènes des composés organiques absorbables (-> COHV)	-/-	-/-	-/-	-/-	1	
Hydrocarbures totaux (-> Indice C10-C40)	2,10	1	0,07	<0,05	10	
Fluorures (F-)	<0,05	0	0,09	<0,05	15	
<b>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de masse d'eau (liste complète: cf. texte de référence) en mg/l *</b>						
Cadmium (Cd)	<0,0015	<0,0015	<0,0015	<0,0015	0,025	
Mercurure (Hg)	<0,0005	<0,0005	<0,0005	<0,0005	0,025	
Somme des HAP	-/-	-/-	-/-	-/-	0,025	
Arsenic	<0,003	<0,003	<0,003	<0,003	0,025	
<b>Autres paramètres analysés, ne relevant pas du texte de référence en mg/l</b>						
Cyanures totaux	0,01	1,20	0,02	0,01	-	
Nitrites	<0,25	<0,25	<0,5	<0,5	-	
Carbone Organique Total (COT)	41	63	32	36	-	
Nitrates	<5,0	<5,0	<10	<10	-	
Azote Kjeldahl	5,10	9	4,40	5	-	
<b>Paramètres Sous-section 2 : pour certaines activités</b>						
BTEX	-/-	-/-	-/-	-/-	-	
<p><b>* Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de masse d'eau :</b></p> <p>"Par ailleurs, pour toutes les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduelles rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes:"</p> <p>(liste complète: cf. texte de référence)</p>						

**Figure 9 - Analyses des eaux superficielles conditionnées en GRV (source : CURIUM, 2023)**

Concernant les liquides, pour la détermination de la dangerosité des déchets et la prise de décision (évacuation / non-évacuation), les analyses réalisées sont :

- Pack base rejet milieu naturel sur eaux : MES, Cyanures totaux, Fluorures, Nitrites, Azote total, Phosphore, DCO, DBO5, COT ;
  - Complément pack base rejet milieu naturel sur liquide : Indice phénol, cyanures libres, Cr VI, Mn, Sn, Fe, Al, COHV, HCT C10-C40, HAP, BTEX ;
  - Pack 8 métaux sur liquide : As, Cd, Cr, Hg, Cu, Pb, Ni, Zn ;
- Le pack base rejet milieu naturel, son complément, ainsi qu'un pack 8 métaux sur liquide permettent d'analyser l'ensemble des paramètres définis dans la sous-section 1 (cas général) de l'arrêté du 24 août 2017 relatif aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des ICPE, hors rubrique "Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état de masse d'eau " pour laquelle il est nécessaire de se référer à l'Arrêté



Préfectural d'autorisation afin de vérifier quelles substances supplémentaires sont susceptibles d'être rejetées par l'installation.

Au vu des résultats d'analyse et du tonnage, ces eaux seront évacuées en filière de traitement adaptée.

#### Cuves

Les « cuves » sur le plan en Figure 6 sont au nombre de 5 et situées dans un local qui contient 4 rétentions.



**Figure 10 - Photographies d'une partie des cuves présentes dans le local (source : CURIUM, 2023)**

Les cuves et rétentions, soit étant vides soit contenant un liquide non dangereux (eau claire, pH neutre, test de brûle négatif), ces déchets seront laissés sur place.

#### Big bag

Le rapport SERPOL concernant la mise en sécurité partielle du site indiquait le conditionnement en big-bag de terres bleue-vertes. Lors du diagnostic déchets réalisé par CURIUM, il a été constaté qu'il s'agissait plutôt d'un mélange de terre potentiellement souillée et d'EVS (bac, poubelle plastique).

Les valeurs obtenues sur Matière Brute (MB) lors des analyses ont été converties en valeurs sur Matière Sèche (MS) à la suite des mesures de siccité réalisées par le laboratoire CURIUM.

Les analyses effectuées sur les terres ont montré les résultats suivants :

		ISDI (Classe 3)	ISDND (Classe 2)	ISDD (Classe 1)
Paramètres analysés sur Eluat (test de lixiviation - test normalisé NF EN 12457-2.)		Seuils définis par l'arrêté du 12/12/2014	Pas de seuils définis dans l'arrêté du 15/02/2016 si le déchet est non dangereux, quelle que soit son origine. Pas de déchet dangereux accepté.	Seuils (avant ou après stabilisation) définis par l'arrêté du 30/12/2002.
			Les seuils indicatifs ci-dessous sont ceux de la décision européenne n°2003/33/CE du 19/12/2002 (§ 2.3) dans le cas où des Déchets Dangereux et des Déchets Non Dangereux sont admis dans la même unité en ISDND	
Référence de l'échantillon	Big-bag	VALEURS LIMITES À RESPECTER en mg/kg de Matière Sèche (MS)		
n° inventaire Excel	16			
Mercur (Hg)	<0,001	0,01	0,2	2
Carbone organique total (COT)	<31	500 <sup>(3)</sup>	800 <sup>(5)</sup>	1 000 <sup>(7)</sup>
Sulfates (SO4)	<134	1 000 <sup>(1)(2)</sup>	20 000	-
Phénols (indice)	<0,2	1	-	-
Fraction soluble (FS)	<1 400	4 000 <sup>(1)</sup>	60 000 <sup>(6)</sup>	100 000
Fluorures (F)	<1,3	10	150	500
Chlorures (Cl)	< 134	800 <sup>(1)</sup>	15 000	-
Chrome Total (Cr)	<0,1	0,5	10	70
Nickel (Ni)	4,60	0,4	10	40
Cuivre (Cu)	<0,07	2	50	100
Zinc (Zn)	<1,0	4	50	200
Arsenic (As)	<0,07	0,5	2	25
Sélénium (Se)	<0,1	0,1	0,5	7
Cadmium (Cd)	<0,02	0,04	1	5
Baryum (Ba)	0,40	20	100	300
Plomb (Pb)	<0,2	0,5	10	50
Molybdène (Mo)	<0,13	0,5	10	30
Antimoine (Sb)	<0,07	0,06	0,7	5
Paramètres analysés sur Brut (Matière Sèche)		ISDI (Classe 3)	ISDND (Classe 2) Dans le cas de Déchets Dangereux stables et non réactifs	ISDD (Classe 1)
Référence de l'échantillon	Big-bag	VALEURS LIMITES À RESPECTER en mg/kg de Matière Sèche (MS)		
pH	8,9	-	≥ 6	-
CNA (Capacité de Neutralisation Acide)	non évaluée	-	à évaluer	à évaluer
Siccité	74%	> 30%	> 30% (arrêté du 15/02/2016)	> 30%
COT (carbone organique total)	52 000	30 000 <sup>(4)</sup>	50 000	60 000 <sup>(8)</sup>
Indice Hydrocarbures (C10 à C40)	<27	500	-	-
Benzène et Aromatiques (CAV - BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) - Somme des CAV	-/-	6	-	-
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	2,0	50	-	-
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	-/-	1	-	50

Référence de l'échantillon	Big-bag	FNADE "charte de qualité du métier de stockage des déchets" de juillet 2004		
N° Inventaire	16	K3	K2	K1
teneur en mg/kg MS (Matière Sèche)				
Cyanures totaux (mg/kg MS)	1,7	< 25	25 - 50	> 50
Cyanures libres (mg/kg MS)	0,1	< 1	1 - 5	> 5

Référence de l'échantillon		Big-bag
Numéro sur l'inventaire (tableau excel)		16
Elément (teneur max d'exclusion de tout danger)		Teneur en mg/kg de matière sèche(MS)
Cr (270 mg/kg de matière sèche)		9
Ni (190 mg/kg de matière sèche)		2151
Cu (1200 mg/kg de matière sèche)		28
Zn (1200 mg/kg de matière sèche)		65
As (530 mg/kg de matière sèche)		7
Cd (150 mg/kg de matière sèche)		<1
Hg (250 mg/kg de matière sèche)		<0,2
Pb (2500 mg/kg de matière sèche)		52
Propriétés de danger « HP » (méthode INERIS)		
HP4	Irritant	non classé
HP5	Toxicité spécifique pour un organe cible (STOT) / Toxicité par aspiration	classé
HP6	Toxique	non classé
HP7	Cancérogène	classé
HP8	Corrosif	non classé
HP10	Reprotoxique	classé
HP11	Mutagène	classé
HP13	Sensibilisant	non classé
HP14	Ecotoxique	non classé

**Figure 11 - Résultats d'analyses sur les terres contenues dans le big bag (source : CURIUM, 2023)**

Pour la détermination de la dangerosité des terres, se référer à la page 13 du présent cahier des charges. A noter que des propriétés de danger ont été identifiées lors de l'analyse du pack 8 métaux. Compte-tenu des éléments présents dans le rapport de cessation d'activité concernant le process (traitement des eaux par eau de javel et hydroxyde de sodium avant rejet dans les bassins), l'hypothèse est émise de la présence possible de nickel sous forme d'hydroxyde de nickel. Dans ce cas, la teneur maximale d'exclusion de tout danger serait potentiellement relevée à 630 mg/kg pour le nickel. Les analyses réalisées montrent ici malgré tout une teneur supérieure à ce seuil pour ce déchet. Selon cette hypothèse, ce déchet est classé comme dangereux et sera à évacuer en filière agréée.

### 1.3 Contraintes d'intervention

#### 1.3.1 Etat des bâtiments, des structures et autres équipements

Deux incendies ont eu lieu sur le site en 2013 et en 2014 à la suite d'intrusions. Le bâtiment M a été totalement démoli pour sécuriser le reste du bâti à la suite de ces incendies. Cette démolition a, a priori, affecté les murs et la toiture des bâtiments F et O voisins.

L'ADEME a fait réaliser un diagnostic solidité des bâtiments le 19 mars 2025. Ce diagnostic est joint en annexe (pièce 6.2) du présent DCE.

A noter (cf. § 2.3.1) : le diagnostic solidité a été commandé par l'ADEME pour informer le candidat sur les risques liés à l'état du bâtiment. Le diagnostic a montré que l'ensemble des bâtiments et en particulier les bâtiments O, F, H et D sont dans un état dégradé et qu'ils présentent d'importantes fragilités (cf. Figure 12).



**Figure 12 - Exemples d'éléments de structure dégradés identifiés dans le cadre du diagnostic – bâtiments D, H et F (source : SOCOTEC, 2025)**

L'ADEME a également relevé qu'un mur situé hors site, en face du portail nord-ouest, présentait un bombement et pouvait représenter un risque en cas de choc ou de collision lors de l'acheminement des déchets vers l'aire hors site.



**Figure 13 - Localisation du mur bombé hors site**



### 1.3.2 Présence d'amiante

L'ADEME a fait réaliser un Repérage Amiante avant Travaux. Ce repérage est joint en annexe (pièce 6.3) du présent DCE.

Ce repérage révèle la présence de matériaux contenant de l'amiante (MCA) dans les secteurs suivants :

- Bâtiment O : conduit fibre-ciment, isolant fibreux, plaque ondulée, etc.
- Bâtiment D : plaque fibre-ciment et isolant panocell
- Bâtiment F : plaque fibre-ciment et isolant panocell
- Bâtiment E : plaque fibre-ciment et panneaux type panocell

Les opérations à mener pour sécuriser les opérations d'évacuation des déchets dangereux présents dans les bâtiments du site seront à réaliser en SS4 (cf. § 2.3.2).

### 1.3.3 Accès

Les conditions d'accès au site sont très contraignantes : les voies d'accès sont étroites. Elles ne permettent pas la manœuvre de véhicules longs, seuls les véhicules de 8 tonnes maximum peuvent y pénétrer en raison de la présence de deux ponts (rue des Dames et rue des Fossés). Cette information a été transmise par la mairie de Saint-Julien-du-Sault et il convient de noter qu'aucune étude n'a été réalisée par l'ADEME pour évaluer l'état de ces deux ponts.



**Figure 14 - Voies d'accès au site et portails (source : ADEME, 2021)**

Par conséquent, pour mener à bien les opérations d'évacuation des déchets, une aire de transfert et de chargement de camion à l'extérieur du site pourra être mise en place. La mairie de Saint-Julien-du-Sault a donné son accord pour mettre à disposition un espace près du parking situé route de Bussy (à proximité du parking THOMAS) dont la superficie est d'environ 850 m<sup>2</sup> (cf. §2.2.3).

Par ailleurs, le site est envahi par la végétation notamment au droit des bassins ce qui représente un risque de chute.



**Figure 15 - Végétation présente sur le site en janvier et en mai 2023 (source : ADEME, 2023)**

#### **1.3.4 Réseaux**

Une demande DT a été réalisée par l'ADEME le 23 juillet 2025. Son numéro : 2025072100554PMH.

A ce stade, il n'a pas été identifié de risque majeurs associés aux réseaux en présence au vu des opérations à réaliser. Le titulaire effectuera les vérifications qui s'imposent au vu de sa méthodologie et des moyens qu'il compte déployés pour la présente mission.

#### **1.3.5 Plomb**

L'ADEME a fait réaliser un diagnostic plomb. Ce diagnostic est joint en annexe (pièce 6.4) du présent DCE.

Ce diagnostic révèle la présence de plomb :

- Peintures dans le bâtiment E (valeur maximale mesurée 0,13 mg/cm<sup>2</sup>) ;
- Peintures à l'extérieur du bâtiment O (valeur maximale mesurée de 0,17 mg/cm<sup>2</sup>).



Les interventions liées à l'évacuation des déchets dangereux n'entraînent, à priori, aucun contact avec les matériaux où la présence de plomb a été relevée.

#### 1.4 **Les déchets présents sur le site (nature, conditionnement et quantité de déchets)**

**Les déchets recensés sur le site sont résumés ci-dessous** (extrait du tableau « chargement, conditionnement et transport » du fichier Excel « DCE\_BPU\_ACIER POLI ») :

Localisation	Désignations déchets et contenant	Unité - Contenant	Nature des déchets selon BPU	Tonnage estimé ADEME
<b>Déchets stockés sur site</b>				
2 stocks de GRV au sud et à l'est du site + Fosses 2 et 3	GRV	Tonne	Eaux souillées	76,8
Bassins 1, 2, 3, 4, 5, 8 et fosse 1 Big-bag ext bât E	Bassins	Tonne	Terres souillées	639,13
Bâtiment O	Vrac	Tonne	Poudres acides	0,5
Bâtiments H et/ou F	Vrac	Tonne	Fioul	1660
Dispersés sur le site et dans les bâtiments	Vrac	Tonne	Emballages vides souillés par des substances dangereuses	1
Dispersés dans les bâtiments	Vrac	Unité	Extincteurs	13
<b>TOTAL</b>				<b>2390,43</b>
<b>Déchets issus du nettoyage</b>				
	Emballage issus du conditionnement	Tonne	Emballages, consommables, et autres déchets souillés par des substances dangereuses	3,7
<b>TOTAL</b>				<b>3,7</b>

**Figure 16 - Bilan de l'estimation des déchets présents sur le site**



## 2 PRESTATIONS A REALISER

### 2.1 Mission administrative préparatoire

#### 2.1.1 Documents préparatoires

**Le titulaire remettra les documents préparatoires suivants à l'ADEME** dans un délai de maximum **10 jours ouvrés après notification du marché** :

- Le **planning** de réalisation des prestations, intégrant chaque étape et y adossant les moyens humains et matériels. Le formalisme présenté veillera à faciliter la compréhension du séquençage des tâches et leurs répartitions spatiales sur site. Ce planning sera mis à jour continuellement en phase chantier ;
- Le **plan d'installation de chantier** et la localisation des différentes zones et aires de chantier sur site et hors site. Une attention particulière sera apportée à la gestion de la circulation entre l'aire de transfert hors site et le site ;
- Le **plan d'actions RSE** ;
- La **liste du personnel intervenant sur le chantier** avec CV et qualifications du titulaire et de ses éventuels sous-traitants (avec fourniture des DC4) ;
- Les **CAP disponibles à ce stade** (à noter le besoin d'obtention des CAP pour la validation des BSDD sous Trackdechets par l'ADEME) ;
- Les **récépissés des transporteurs** désignés sous Trackdechets justifiant de leurs capacités à transporter des déchets dangereux et non dangereux ;
- Les DICT ;
- Les diverses **autorisations et déclarations relatives aux opérations EdD** ;
- Le(s) projets de **PPSPS** (établis avant la visite d'inspection commune (VIC) et à mettre à jour éventuellement selon les remarques formulées lors de la VIC) ;
- Le **mode opératoire amiante** ;
- Le **mode opératoire** en lien avec la consolidation des **structures des bâtiments** ;
- Les **modes opératoires des opérations à réaliser** :
  - L'installation et la gestion de l'aire hors site et de l'acheminement des déchets dangereux ;
  - L'identification et la caractérisation des déchets ;
  - Le re/conditionnement et l'évacuation des déchets (hors bassins et fosses) : contraintes ADR et prévention de l'incident ;
  - La gestion des bassins et des fosses (curage, conditionnement des déchets, nettoyage, sécurisation, etc.).

**Ces documents devront être cohérents avec les éléments prévisionnels présentés dans l'offre. Toute modification devra être argumentée et justifiée par le titulaire.**

- **L'ADEME disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces documents pour transmettre au titulaire ses commentaires et ses demandes de modifications ou de précisions.**
- **Le titulaire disposera d'un délai de 10 jours ouvrés à compter de la date de réception de l'ensemble de ces remarques pour mettre à jour les éléments.**

⇒ **En cas de retard de fourniture des documents (initiaux/provisaires et/ou mis à jour), le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).**

Après un avis favorable **sur tous les documents préparatoires**, l'ADEME transmettra **un ordre de service (OS) de démarrage des travaux préparatoires** au titulaire lui permettant de démarrer les travaux préparatoires au chantier (installations de chantier, l'amenée sur site de l'ensemble du matériel nécessaire pour exécuter sa mission (hygiène, sécurité, engins de chantier, matériels divers, ...)). Le Titulaire démarrera ces travaux préparatoires dans un délai maximum **de 5 jours ouvrés après réception de l'OS**.

Ces travaux préparatoires devront être terminés dans **un délai maximum de 10 jours ouvrés** après réception de l'OS de démarrage de travaux préparatoires.

Le contrôle par l'ADEME, et le cas échéant par son AMO, de la conformité de ces travaux préparatoires constituera un point d'arrêt. Les travaux démarreront dans un délai maximum de **48 h ouvrées** après réception de **l'OS de démarrage de chantier**.

### **2.1.2 Procédures de sécurité et protection de la santé des travailleurs**

Dans le cadre de ses missions de maîtrise d'ouvrage, l'ADEME est tenue de mettre en application les lois et réglementations applicables en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, à savoir :

- Les principes généraux de prévention, détaillés à l'article L.4121-2 du Code du travail ;
- Les dispositions du Décret n°92-158 du 20 février 1992 sur les prescriptions d'hygiène et sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.

Par ailleurs, compte tenu de l'importance de la prise en compte de la sécurité sur les sites et sols pollués, l'ADEME souhaite également suivre les dispositions de la Loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et du Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 sur la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

#### **Mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS) :**

Ainsi, pour le site de ACIER POLI sur lequel la mission d'enlèvement de déchets peut impliquer une coactivité simultanée ou successive, une **mission de coordination sécurité protection de la santé (CSPS)** sera mise en œuvre par un coordinateur SPS.

Un Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) sera établi avant le démarrage des travaux.

L'entreprise titulaire et ses sous-traitants devront respecter les dispositions réglementaires afférentes et notamment l'ensemble des prescriptions définies dans le cadre du Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGC-SPS) (cf. Annexe – pièce 6.6).

L'entreprise titulaire et chacun de ses sous-traitants devront participer à la visite d'inspection commune du site –VIC (Article R. 4532-13 du code du travail) organisée par le coordonnateur SPS et établir ensuite leurs Plans Particuliers de Sécurité et de Protection de la santé (PP SPS).

**Sauf accord écrit de l'ADEME** (2<sup>ème</sup> VIC acceptée pour une sous-traitance décalée dans le temps par rapport au démarrage du chantier par exemple), **en cas d'absence à la VIC d'un ou plusieurs sous-traitants acceptés par l'ADEME, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 3000 euros pour chaque nouvelle inspection commune devant être organisée.**

**L'ADEME ou ses représentants se réservent le droit de faire procéder à l'arrêt immédiat du chantier aux frais du titulaire en cas de constat de non-respect de la réglementation en matière de sécurité. En cas de danger grave et imminent constaté sur le chantier, en cours de réalisation, le coordonnateur SPS est en droit d'intervenir directement auprès du titulaire pour faire cesser immédiatement ce danger.**

Le titulaire assurera dans ces cas les conséquences financières éventuelles de cet arrêt de chantier étant entendu que des pénalités de retard seraient systématiquement appliquées dès lors que l'arrêt de chantier conduirait au dépassement du délai d'exécution prévu au marché.

Sous réserve des dérogations exceptionnelles prévues par les articles D. 4154-2 à D. 4154-6 du code du travail, il est interdit d'employer un salarié temporaire pour effectuer des travaux dangereux (exposition à certains agents chimiques dangereux) dont la liste est donnée par l'article D. 4154-1 du Code du travail. L'ADEME considère que les agents chimiques dangereux présents sur le site de xxx ne peuvent être connus de manière exhaustive. Ainsi, pour réaliser les missions de gestion des déchets dangereux et de mise en sécurité des bassins et fosses une exposition potentielle aux agents chimiques dangereux (ACD) énumérés à l'article D4154-1 du code du travail ne peut être rigoureusement exclu. Conformément à ce même article et de façon conservatoire en regard de cette potentielle exposition à certains ACD, l'intervention du titulaire pour réaliser les missions de gestion des déchets dangereux et

---

Operations d'évacuation et élimination des déchets sur le site d'ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault (89)  
Cahier des charges - DCE ADEME

de mise en sécurité des bassins et fosses peut être réglementairement considérée comme des travaux dits particulièrement dangereux. En conséquence, l'affectation de travailleurs temporaires à ces travaux doit faire l'objet d'une demande de dérogation adressée au DREETS avec avis du médecin du travail et du CSE (cf. article D4151-3 du code du travail).

### **2.1.3 Démarche RSE**

**Une fiche de suivi des actions de la démarche RSE** sera spécifiquement développée pour le chantier. Elle précisera les impacts, les mesures et contrôles réalisés sur le chantier et sera évolutive, complétée et mise à jour à chaque fois que nécessaire.

L'ADEME considère la mise en œuvre de la responsabilité sociale et environnementale sur ses chantiers comme une démarche partenariale. Le titulaire sera donc conscient que des ajustements pourront se faire au démarrage du chantier sur avis et conseils de l'ADEME.

La fiche sera également révisée en cas de changement de méthode d'exécution ou d'organisation de chantier modifiant la maîtrise des impacts sociaux et environnementaux prévue dans la fiche initiale. La révision sera validée lors de la réunion de chantier hebdomadaire et la fiche mise à jour disponible sur le chantier.

### **2.1.4 Autorisations et informations préalables**

L'ADEME s'engage à obtenir les autorisations nécessaires permettant de pénétrer et d'occuper temporairement les parcelles associées à l'ancien site ACIER POLI sur lesquelles l'entreprise réalisera les prestations.

**Toutes les autres demandes d'autorisation, déclarations obligatoires et informations sont à la charge du titulaire.**

Seuls les représentants du titulaire et de ses sous-traitants seront autorisés à entrer sur le chantier. Par ailleurs, le chantier devra être en permanence ouvert aux représentants de l'ADEME ou à toute autre personne désignée par elle.

### **2.1.5 Déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT)**

Les déclarations de projet de travaux (DT) ont été établies par l'ADEME le 23 juillet 2025 et sont jointes à la consultation (cf. Annexe 6.7 du présent DCE), de même que les réponses fournies par les concessionnaires et les exploitants des réseaux.

Pour tous travaux d'affouillement à proximité de réseaux identifiés ou suspectés, le titulaire établira un marquage-piquetage au sol des réseaux enterrés préalable contradictoire avec les concessionnaires. Les profondeurs et l'implantation de chaque réseau seront vérifiées préalablement par un sondage à la pelle à main.

Le marquage-piquetage des réseaux identifiés et son entretien pendant la durée du chantier sont assurés par le titulaire.

Le titulaire adaptera les travaux aux divers réseaux identifiés et notamment si un réseau de classe B ou C a été identifié dans la zone de travaux.

## **2.2 Préparation, organisation et logistique du chantier**

### **2.2.1 Etat des lieux**

Il est demandé au titulaire d'organiser un état des lieux par un huissier, en présence de l'ADEME, avant le début des travaux et après la remise en état du site. Ce constat sera organisé et à la charge du titulaire. Le constat d'huissier couvrira le périmètre du site, l'aire de transfert hors site, les voies d'accès et toute autre zone hors site pouvant être impactée par les travaux.

**En cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.**

## **2.2.2 Préparation du chantier**

### **2.2.2.1 Planning**

Le titulaire devra tenir son planning à jour tout au long du chantier pour permettre à l'ADEME de suivre l'exécution des opérations.

Il conviendra de tenir compte dans le planning des délais associés à la mise en signature des BSD auprès de l'ADEME (détenteur / producteur du déchet) permettant la sortie du ou des déchets du site. Il en sera de même sur la réception définitive de ces derniers par les centres concernés permettant d'obtenir les BSD définitifs pour compléter le rapport final.

Le programme des travaux tiendra compte en particulier du rythme d'acceptation des déchets par les centres autorisés.

Un point d'arrêt doit être organisé entre le titulaire et l'ADEME afin de contrôler et vérifier la mise en place des moyens de sécurité par le titulaire. Seulement après vérification, les opérations enlèvement des déchets pourront démarrer. Ce point d'arrêt concerne également les éléments constitutifs de la base vie. Cette vérification par l'ADEME ne vaut en aucune façon validation de la conformité des mesures mise en place - la responsabilité du titulaire reste la seule engagée.

La poursuite de la prestation est conditionnée à un ordre de service.

### **2.2.2.2 Installation du chantier**

Seront à la charge du titulaire les aménagement et moyens pour la phase de préparation et d'installation du chantier, et notamment (liste non exhaustive) :

- Un panneau de chantier de dimensions 2 m x 1 m à l'entrée du site, couleur, indiquant la nature des travaux, la date de démarrage des travaux, les numéros et intitulés des APTO et APOS, les noms, les coordonnées et les logos du maître d'ouvrage, de l'entreprise titulaire et de leurs sous-traitants éventuels ;
- La mise en place d'une signalisation nécessaire aux circulations (site et aire hors site) et à la bonne dessertes PL et VL dédiées au chantier.
- Des panneaux de signalisation en dur (« chantier interdit au public », « port des EPI », etc.) et balisage (identification des zones de travail). La signalisation précisera également la localisation des différentes zones chantiers (verte, orange, rouge), la localisation des aires de stockage, de chargement, de pesée ainsi que la localisation des zones de secours (point(s) de rassemblement, des extincteurs, des douches, et tout autre moyen permettant la gestion d'un incident de chantier). Enfin, cette signalisation intégrera l'ensemble des éléments indispensables à la sécurisation des opérations en cours et à la prévention des dangers et risques associés ;
- Bureau équipé en mobilier et permettant la tenue des réunions de chantier où à défaut d'une salle de réunion spécifique pouvant accueillir un représentant de l'ADEME, son assistant s'il est prévu, le CSPS, le représentant de l'entreprise de travaux et un représentant de chacun des sous-traitants de l'entreprise de travaux. Ces locaux devront être éclairés et chauffés selon les prescriptions du PGC SPS ;
- Les installations d'accueil des salariés de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants (vestiaires, sanitaires, douches, zone/SAS de décontamination, etc.) dimensionnés à l'effectif prévu et en conformité avec les prescriptions du PGC SPS ;
- L'installation de clôtures provisoires interdisant l'accès du public à l'ensemble du chantier avec système de fermeture ;
- Le débroussaillage des zones le nécessitant pour permettre la bonne exécution des prestations et respecter les dispositions du cahier des charges. Le débroussaillage inclut l'évacuation des végétaux coupés ;

- La localisation des réseaux, branchement, raccordement aux réseaux d'eau potable, de distribution électrique, d'évacuation des matières usées (si base vie non autonome) ;
- L'aménagement des voies d'accès des VL et PL, d'une zone de stationnement, avec éclairage éventuel ;
- L'aménagement des aires de conditionnement, de stockage temporaire des déchets en attente de chargement et des aires de chargement (mesures de prévention contre la pollution de l'air, des eaux (souterraines et superficielles) et des sols) sur site et hors site ;
- La gestion des déchets générés par le titulaire sur le chantier (eaux usées, matériels souillés, combinaisons jetables, gants, etc.) ;
- Les moyens et matériels en matière de sécurité présent à proximité des installations de vie et accompagnant chacun des postes de travaux, y compris les moyens de contrôle permettant de s'assurer du bon fonctionnement de ces derniers
- L'aménagement des accès aux déchets et aux zones de chargement ;
- Ainsi que toutes prestations, moyens et matériels que les candidats jugeront nécessaires pour atteindre les objectifs visés.

Pendant toute la durée du chantier, l'accès au site sera fermé. L'ouverture du site ne sera effectuée que lorsque l'intervention le nécessitera.

Le titulaire aura à garantir les matériaux, les installations, l'outillage et le matériel des dégradations et/ou vols qu'ils pourraient subir, notamment du fait d'intempéries ou d'effractions ;

Le titulaire devra réparer les dommages provenant des défauts de précaution, remettre en état ou remplacer à ses frais les ouvrages, bâtiments, clôtures, etc. qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf son recours éventuel contre le tiers responsable, le maître d'ouvrage, restant en toute hypothèse, complètement étranger à toute contestation ou répartition des dépenses de ce chef.

Aucune indemnité ne sera allouée au titulaire pour les pertes, avaries ou dommages dus à sa négligence, son imprévoyance, les défauts de moyens ou les fausses manœuvres.

**Le titulaire contrôlera l'état d'alimentation en électricité et en gaz du site. Il prendra toutes les dispositions nécessaires en cas d'absence de consignation de ces utilités.**

**Le titulaire devra faire contrôler par un bureau de contrôle l'ensemble des installations qui sera alimenté électriquement.**

**Il aura à sa charge la protection de ses installations et la mise en place d'une signalisation conforme aux prescriptions des textes en vigueur au moment de l'exécution.**

### **2.2.3 Aménagement des aires déconditionnement, de reconditionnement et de stockage des déchets en attente d'évacuation vers le centre de traitement**

Le titulaire aura la charge d'assurer le transport et l'élimination des déchets dans le parfait respect des réglementations en vigueur (Code de l'environnement, Code de la route, ADR, etc.). Concernant spécifiquement la réglementation ADR, il conviendra de s'appuyer notamment sur les documents fournis en pièce 6.8 transmis par la DREAL Bourgogne-Franche-Comté et sur l'arrêté du 29 mai 2009 relatif aux transports de marchandises dangereuses par voies terrestres (notamment 2.3.1, 2.3.2.4 et 2 de l'annexe I qui fixent les exigences aux véhicules, aux durées de stationnement et par rapport aux risques incendie et de pollution)<sup>1</sup>.

Pour mener à bien les opérations d'évacuation des déchets, une aire de stockage temporaire et de chargement de PL à l'extérieur du site pourra être mise en place. La mairie de Saint-Julien-du-Sault a donné son accord pour mettre à disposition un espace près du parking situé route de Bussy (à proximité du parking THOMAS) dont la superficie est d'environ 850 m<sup>2</sup> (cf. Figure 17). Un cadrage de la mise à

<sup>1</sup> [Annexes \(Articles Annexe I à Annexe IV\) - Légifrance \(legifrance.gouv.fr\)](http://legifrance.gouv.fr)

disposition de l'aire sera, pour ce faire, effectué via un **arrêté municipal** incluant des éléments de temporalité ainsi que toutes les mesures nécessaires afin de protéger la zone des pollutions éventuelles. L'ADEME, en soutien du titulaire, contribuera aux échanges avec les services municipaux et la DREAL en vue de l'élaboration de cet arrêté municipal.

Le respect de la réglementation ADR implique, entre autres :

- **Le re/conditionnement et l'étiquetage des déchets sur site ACIER POLI ;**
- **Le stockage hors site des déchets reconditionnés sur l'aire mise à disposition pour une durée maximale de 48h ;**
- **Le départ des bordereaux de suivi des déchets depuis le site ACIER POLI.**

Par ailleurs, afin de limiter les nuisances pour les riverains, l'ADEME impose :

- **L'utilisation de véhicules électriques pour l'acheminement des déchets et du matériel entre l'aire sur site et l'aire hors site.**

Afin de respecter les contraintes liées aux deux ponts situés sur les voies d'accès au site, le transport des déchets devra être effectué à l'aide de **véhicules légers dont le poids total en charge est inférieur à 8 tonnes**. Pour rappel, conformément au Code de la route, les engins de chantier type chariot élévateur, mini-dumper girabenne et autres ne sont pas autorisés à circuler sur la voie publique lorsqu'ils sont chargés.

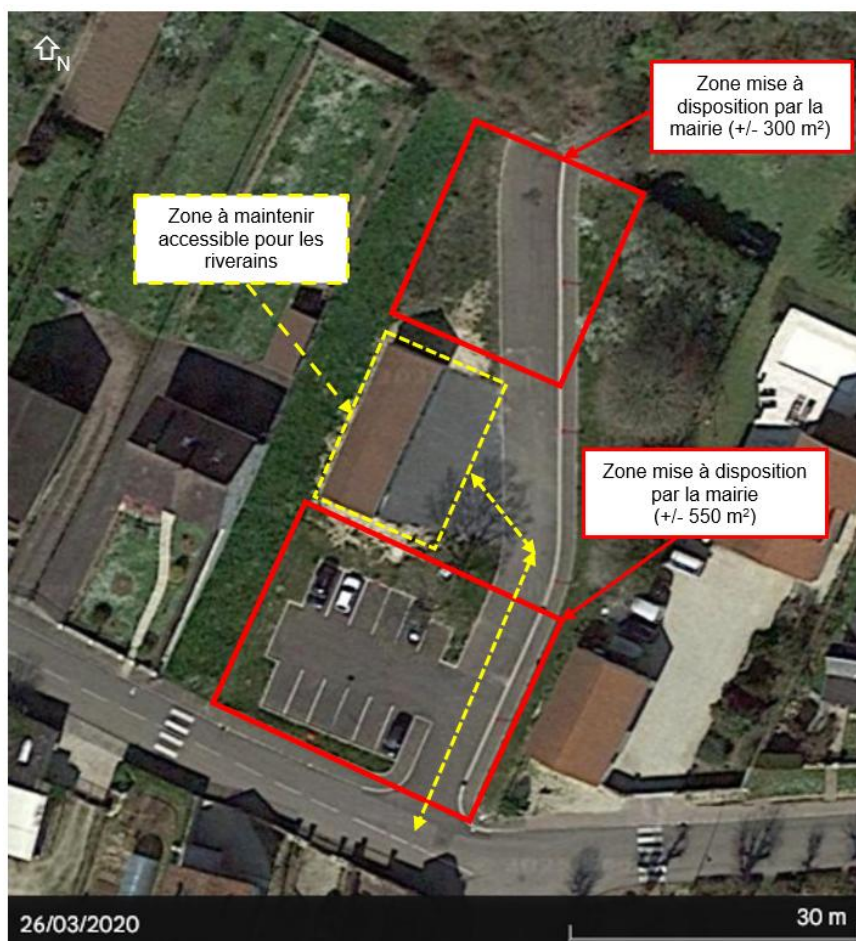
La partie nord du parking est une zone enherbée présentant une légère pente.

Comme indiqué sur le schéma en Figure 18, des box privés sont situés au nord de la zone de stationnement et devront rester accessibles pendant toute la durée des travaux.



**Figure 17 - Localisation du parking THOMAS route de Bussy**





**Figure 18 – Photographie et superficie du parking route de Bussy**

Dans le cas où les déchets conditionnés, reconditionnés et identifiés par un système de marquage prédéfini devraient être stockés en attente de leur évacuation, ces déchets seront stockés sur des aires distinctes en fonction de **leur composition, leur nature, leur propriété (dont leur compatibilité) et leur réactivité chimique**. Ces aires distinctes devront être identifiées par une signalisation spécifique évitant aux opérateurs tout risque de stockage de produits incompatibles.

Il est impératif que les déchets banals soient systématiquement stockés à part des déchets dangereux.



Les aires accueillant les déchets liquides (aire de conditionnement et de stockage) devront être constituées de manière à s'assurer de l'absence de contamination des sols si déversement, elles seront donc étanches (polyane interdit) et disposeront d'un volume utile disponible adapté au quantitatif pouvant se retrouver en stock.

L'ensemble des aires ainsi constituées devront disposées d'un dispositif permettant la collecte des produits accidentellement répandus et disposeront de dispositifs de lutte contre l'incendie ainsi que les risques liés aux risques chimiques pouvant y être associés. Elles disposeront au besoin, d'un dispositif de protection contre la pluie et les eaux de ruissellement.

Sur site, l'ADEME informe sur la possibilité de mobiliser le bâtiment « Découpe » pour y accueillir au besoin ces aires (cf. Figure 2).

### **2.2.3.1 Débroussaillage, aménagement des accès**

Pour accéder aux bassins et aux stocks de GRV, un débroussaillage, un élagage voire un abattage d'arbre est nécessaire. D'après l'estimation de l'ADEME, pour accéder aux déchets à évacuer, une surface concernée est d'environ 2 500 m<sup>2</sup>.

**Les déchets verts seront laissés sur le site (localisation à définir en phase de préparation de chantier).**



**Figure 19 - Surface à concerner par les travaux de débroussaillage / élagage / abattage d'arbre**

L'aménagement de la piste sur site pour accéder au chantier sera également à la charge du titulaire et à prévoir dans le cadre des opérations. Elle devra être pensée et dimensionnée pour éviter au maximum la salissure de la voirie entre le site et l'aire hors site.

## **2.3 Sécurisation des zones de travaux**

### **2.3.1 Mise en sécurité des zones de travaux au regard du risque d'instabilité des bâtiments**

Le diagnostic solidité de SOCOTEC a été commandé par l'ADEME pour informer le titulaire sur les risques liés à l'état du bâtiment.

Le diagnostic a montré que l'ensemble des bâtiments du site présentaient des fragilités. Les bâtiments O, F, H et D sont dans un état particulièrement dégradé.

La définition des mesures de prévention et de sécurisation est de la responsabilité du titulaire du marché qu'il pourra faire valider par un bureau de contrôle s'il l'estime nécessaire. Il ne revient pas à l'ADEME, ni à son assistant et ni au coordinateur SPS de l'ADEME de valider les mesures que le titulaire envisage de mettre en œuvre pour mettre en sécurité les zones de travail.

### **2.3.2 Mise en sécurité des zones de travaux au regard de la présence d'amiante et de plomb**

Préalablement à son intervention d'enlèvement de déchets et au fur et à mesure du chantier, le titulaire devra prendre en compte la présence d'amiante sur le chantier en considérant l'exposition passive des travailleurs liée à une intervention à proximité de MCA et en gérant d'éventuelles découvertes fortuites d'amiante en cours de chantier. En effet, compte tenu de la spécificité du site, le repérage amiante peut ne pas être complètement exhaustif (présence de MCA masqués par des déchets lors du repérage par exemple).

**Le titulaire sera soumis aux dispositions relatives aux risques d'exposition à l'amiante du code du travail.**

Les interventions susceptibles de libérer des fibres d'amiante et relevant de la SS4 sont :

- La gestion des emballages souillés dispersés dans les bâtiments ;
- L'évacuation des poudres acides dans le bâtiment O ;
- L'évacuation des extincteurs dispersés dans les bâtiments O, M, H, F, D et E

**Le titulaire est responsable de l'évaluation du niveau d'empoussièrément de chaque processus. Toute nécessité d'un changement de niveau empoussièrément doit être signalée à l'ADEME au travers du journal de chantier complété par une alerte téléphonique et un courriel conformément au §3.3.**

Si le titulaire souhaite prétendre à la facturation au niveau n+1, il devra justifier et argumenter ensuite les raisons de l'aléa du chantier impliquant le passage au niveau n+1, présenter les démarches entreprises auprès de l'inspection du travail et les moyens supplémentaires mis en œuvre (avenant au mode opératoire/ plan de retrait, EPI et moyens de protection collectives supplémentaires, etc.) au travers d'une note écrite transmise à l'ADEME.

⇒ **Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement financier ne sera pris en charge par l'ADEME.**

Le titulaire devra disposer en permanence dans la base vie d'au minimum 3 kits d'EPI amiante complet, réservés aux visiteurs.

**Rappel : pour les opérations identifiées en SS4, tous les personnels intervenants doivent avoir une attestation de formation sous-section 4 amiante.**

## **2.4 Gestion des déchets**

### **2.4.1 Phase identification des déchets**

La phase d'identification doit permettre de connaître les paramètres physico-chimiques des déchets dangereux présents sur le site (cf. §1.4), afin d'organiser le chantier et de procéder à leurs évacuations et à leurs éliminations dans des conditions techniques et financières appropriées.

Après leur localisation précise, les déchets feront l'objet d'une identification, d'un tri et d'un regroupement dont l'objectif sera de constituer des lots homogènes pouvant suivre une filière de traitement appropriée.

Les phases d'identification et de tri des déchets dangereux et non dangereux auront également pour objectif d'obtenir au moins 3 jours avant le départ du site, les certificats d'acceptation préalable des déchets.

Pour rappel, une caractérisation avant-projet des déchets dangereux a été effectuée par l'entreprise CURIUM missionnée par l'ADEME. Cette caractérisation n'est pas exhaustive et doit être critiquée et complétée par l'entreprise.

**Les éventuels surcoûts engendrés à la suite d'un envoi des déchets à une destination erronée, due à une mauvaise appréciation de l'entreprise, resteront à sa charge pleine et entière.**

**Il est précisé que la ligne d'affectation de caractérisation du déchet ne pourra pas être modifiée par le titulaire après le départ du site.**

#### **2.4.2 Phase conditionnement et reconditionnement des déchets**

Des déchets divers et notamment en vrac nécessiteront d'être conditionnés et/ou reconditionnés (big bag éventré, poudres au sol, etc.). Ces conditionnements et reconditionnements se feront dans le but d'éliminer les déchets au meilleur coût dans des conditions conformes à la réglementation en vigueur.

L'entreprise titulaire devra :

- Tenir compte des exigences des centres de traitement en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. **Les CAP devront être transmis à l'ADEME au fur et à mesure de leur obtention s'ils n'ont pas été fournis à la notification du marché et 3 jours ouvrés avant toute expédition du déchet concerné. Tous les numéros des CAP devront également être reportés sur le registre déchets mentionné au §3.3 du présent cahier des charges.**
- Respecter la réglementation de transport de matières dangereuses (ADR).

L'entreprise titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu.

De la même manière l'entreprise titulaire devra assumer toutes les conséquences liées à une erreur de conformité avec la réglementation de transport de matières dangereuses.

## **2.5 Mise en sécurité des bassins, des fosses et des GRV**

**Pour les fosses et les GRV :**

Missions à réaliser :

- Evacuer les eaux souillées présentes dans les GRV et les fosses 2 et 3 en filière adaptée ;
- Procéder au nettoyage en cas de présence de résidus en fond de fosse.

Variante facultative :

- Rejeter les eaux des GRV et des fosses 2 et 3 dans le ruisseau d'Ocques après traitement sur site.

D'après les préconisations de la DREAL, le rejet doit respecter les concentrations maximales en polluants précisées à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation quels que soient les flux rejetés.

De plus, le débit maximal de rejet est de 20 m<sup>3</sup>/h afin de respecter le seuil de déclaration de la rubrique 2.2.1.0 de la Nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du Code de l'environnement.

Il est également nécessaire respecter la problématique « compatibilité milieu » (cf. Guide régional Bourgogne-Franche-Comté « Réglementer le rejet d'une ICPE dans l'eau », page 23, en Annexe 6.9) :

- 1<sup>ère</sup> étape : vérifier les données d'entrée de la compatibilité milieu.
- 2<sup>ème</sup> étape : vérifier que le site a une contribution individuelle inférieure à 10 % du flux admissible.
- 3<sup>ème</sup> étape : fixer les VLE en flux.

Un point de rejet potentiel des eaux au milieu naturel sur site (fossé à proximité du portail d'entrée au niveau de la rue des Dames) est localisé sur la Figure 20 suivante, il se situe entre environ 70 et 80 m des stocks de GRV actuels :







**Figure 20 - Point de rejet possible des eaux au milieu naturel**

### **Pour les bassins :**

#### **Missions à réaliser :**

- Evacuer les boues ainsi que les quelques DIB potentiellement présents en fond de bassin qui ne peuvent pas être nettoyés. Cette étape constituera un point d'arrêt du chantier avec inspection visuelle de l'ADEME ;
- Procéder au nettoyage final et à la sécurisation des bassins. Cette étape constituera un point d'arrêt du chantier avec inspection visuelle de l'ADEME ;
- D'un point de vue opérationnel, si le titulaire est amené à réaliser des ouvertures dans les parois latérales des bassins, il sera à sa charge de les sécuriser selon les moyens prévus dans son Mémoire Technique.

## **2.6 Recherche et mise en sécurité des cuves de fioul**

L'ADEME fait l'hypothèse que les cuves sont remplies au quart de la contenance annoncée.

#### **Missions à réaliser :**

Operations d'évacuation et élimination des déchets sur le site d'ACIER POLI à Saint-Julien-du-Sault (89)  
Cahier des charges - DCE ADEME

- Recherche des cuves ;
- Ouverture, et identification du contenu des réservoirs fermés avec ou sans trou d'homme
- Vidange, nettoyage et dégazage des réservoirs contenant des produits pompables ;
- Vidange, nettoyage et dégazage des réservoirs fermés contenant des produits solidifiés ;
- Vidange, nettoyage et dégazage des réservoirs fermés contenant des produits cristallisés ;
- Évacuation des réservoirs fermés aériens ;
- Mise en sécurité du réservoir restant sur place et gestion des rétentions ;
- Nettoyage et curage des réseaux de transport d'effluent reliés directement aux équipements vidangés pour écarter toute souillure pendant l'opération et une fois celle-ci terminée ;
- Obstruction des réseaux de transport d'effluent, de façon à écarter durablement tout risque de pollution.

## **2.7 Chargement, transport et traitement (type de traitement et proximité des filières) des déchets**

### **2.7.1 Chargement et transport des déchets**

Le titulaire devra mettre en œuvre les moyens de contrôle des chargements partant vers les centres de traitement ou de valorisation. Tous les chargements seront pesés par catégories et types de déchets.

La traçabilité des déchets dangereux (y compris amiante, DASRI et gaz fluorés) et des Déchets Non Dangereux inertes ou non inertes, jusqu'alors assurée par des Bordereaux de Suivi des Déchets papiers (cerfa 12571\*01 pour les BSDD / cerfa 11861\*03 pour les BSDA) sera dématérialisée via les plateformes Trackdéchets et RNTDS.

La plateforme Trackdéchets sera employée pour la traçabilité des déchets dangereux ou déchets POP (polluants organiques persistants) soumis à l'obligation d'émission de Bordereaux de Suivi de Déchets (BSDD et BSDA). La plateforme RNTDS sera employée pour l'ensemble des autres déchets.

**Le titulaire devra obligatoirement utiliser ces deux plateformes pour assurer la traçabilité de tous les déchets sortis du site. Il aura la responsabilité de la création de l'ensemble des BSD et registres de déclarations ainsi que de la bonne complétude de ces derniers permettant ainsi de les présenter à l'ADEME pour signature.**

Pour ce faire, la méthodologie à appliquer sur la plateforme Trackdéchets sera la suivante :

- **L'ADEME sera déclarée en tant que « Producteur / Détenteur du déchets » en cadre 1** en renseignant les indications suivantes :
  - Le numéro de SIRET de l'ADEME : 38529030900454 ;
  - Le nom de l'agence rattachée au SIRET : ADEME ANGERS (49) ;
  - Le nom de la personne responsable : Marie HOULIE // Adrien BOISSENIN
  - Le mail suivant : [marie.houlie@ademe.fr](mailto:marie.houlie@ademe.fr) // [adrien.boissenin@ademe.fr](mailto:adrien.boissenin@ademe.fr)
- Particularités pour les BSDD : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
  - La case « Autre détenteur » sera cochée ;
- Généralités (BSDA ou BSDD) : à préciser au sein de l'onglet associé à la description « émetteur du déchet » :
  - Une adresse de chantier ou de collecte sera précisée, elle fera référence au présent site – NOM DU SITE / Adresse / Commune (code postal) ;
  - L'Arrêté Préfectoral régissant les présentes opérations sera également rappelé via l'encart « informations complémentaires » selon la trame suivante : en application de l'arrêté n°PREF-SAPPI-BE-2022-0489 du 21 novembre 2022 relatif aux travaux d'office sur le site d'ACIER POLI.
- **L'entreprise titulaire du marché se déclarera en tant que :**

- **« Courtier / Négociant »** si l'entreprise s'est déclarée préalablement en préfecture. Par conséquent, le récépissé valide associé à cette déclaration sera à fournir à l'ADEME en phase préparatoire ;
- **Ou à défaut, comme « Intermédiaire ».**

Un formalisme particulier sera appliqué quant au référencement des BSD produits. Cela sera précisé au sein de l'onglet « émettre du déchet » dans l'encart réservé « Autre Numéro Libre » :

- Le Formalisme appliqué sera le suivant : NOM DU SITE / Commune (N° département) / N°X (incrémentation des BSD).

Cette méthodologie sera adaptée aux spécificités de la plateforme RNTDS.

**La signature dissociée a été retenue par l'ADEME, cela implique une anticipation de la part du titulaire permettant de présenter chaque BSD en signature auprès de l'ADEME au minimum 3 jours ouvrés avant la date de sortie du déchet du site. Le titulaire se chargera d'informer le Chef de Projet ADEME en charge du site ainsi que le Coordinateur Territorial ADEME via la communication d'un mail d'alerte informant de la mise à disposition pour signature d'un ou de plusieurs BSD sur la plateforme.**

- Contact pour la présente opération :
  - Chefs de projet ADEME :
    - Marie HOULIE : [marie.houlie@ademe.fr](mailto:marie.houlie@ademe.fr) / Tel : 04 72 83 09 30
    - Adrien BOISSENIN : [adrien.boissenin@ademe.fr](mailto:adrien.boissenin@ademe.fr) / Tel : 01 49 01 45 50

Remarque : ce même délai s'applique pour toute sollicitation liée à un besoin de modification du BSD par le « Producteur / Détenteur du déchet » après signature ou suite à sa révision.

Cela signifie que l'ensemble des pièces permettant de s'assurer de la véracité des éléments renseignés ait été préalablement diffusé à l'ADEME, à savoir :

- L'Arrêté Préfectoral régissant l'activité de l'exutoire ;
- Le Certificat d'Acceptation associé au déchet à évacuer ;
- Le récépissé associé à la déclaration du titulaire en tant que « Courtier / Négociant » en cours de validité ;
- Le récépissé de transport de déchets dangereux et/ou non dangereux du transporteur déclaré en cours de validité.

Les conditions de transport des déchets devront être conformes aux réglementations en vigueur et en particulier à celle sur le transport des matières dangereuses (déclaration en Préfecture, arrêté ADR...).

- ⇒ **En cas de retard de transmission des CAP et des récépissés, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard (cf. projet de marché article 6).**
- ⇒ **En cas de retard de transmission dans la soumission des BSD pour signature par l'ADEME sur les Plateformes Trackdéchets et RNTDS, le titulaire en assumera les potentielles conséquences (rendez-vous filière(s), impacts sur le(s) transporteur(s), impact(s) sur les délais chantier, etc...).**

## **2.7.2 Choix des filières de traitement retenues (type de traitement et proximité)**

### **Choix des filières de traitement**

L'ensemble des déchets collectés, des emballages souillés, des résidus et eaux de nettoyage sera traité dans des centres de traitement collectifs autorisés au titre de la législation sur les Installations Classées.

**L'ADEME entend privilégier les moyens de traitement permettant, dans des conditions respectueuses de l'environnement :**

- **De réaliser en priorité une valorisation "matière" des déchets évacués (en filières industrielles locales par exemple),**
- **Sinon, de réaliser, si possible, une valorisation énergétique de ces déchets**
- **La mise en décharge ne devra intervenir que pour des déchets "ultimes"**



**Le choix des filières de traitement devra être déterminé dans un souci de favoriser le principe de proximité pour le traitement des déchets lorsque cela est possible techniquement.**

Le titulaire devra tenir compte des exigences des centres d'élimination en ce qui concerne le conditionnement et les qualités des déchets acceptés. Le titulaire devra assumer l'intégralité des surcoûts engendrés par le refus d'un déchet pour non-conformité du conditionnement ou du contenu étant établi que les coûts de transport et d'élimination des déchets ne pourront être modifiés après départ du site.

**Toute modification du type de traitement et de la filière de traitement doit être argumentée et justifiée, et validée auprès de l'ADEME. En absence de la validation par l'ADEME aucun changement de filière ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.**

**Les solutions de traitement présentées devront à minima permettre l'acceptation des déchets inventoriés et caractérisés. L'ADEME refusera des propositions de prix supplémentaires liés à des dépassements de seuils non justifiés (ex : dépassement du taux de chlore pour un déchet classé comme « solvant chloré »).**

**Le candidat doit garantir et fournir une traçabilité complète des filières également après regroupement.**

## **2.8 Repli du chantier et remise en état des lieux**

En fin de travaux, les lieux ayant servi aux installations de chantier, devront être remis en état. Les aménagements et moyens prévus pour la remise en état des lieux seront à la charge du titulaire (repli du chantier, nettoyage des zones, etc.).

Le panneautage « défense d'entrer » pourra rester à demeure.

Il est rappelé (cf. §2.2.1) qu'un état des lieux sera réalisé par un huissier, après la remise en état du site qui sera organisé et à la charge du titulaire.

Rappel (§ 2.2.1) : en cas de dégradations dues aux activités du titulaire, les frais de remise en état lui incomberont.

## **2.9 Moyens humains et organisationnels**

Le titulaire proposera une équipe compétente et formée en cohérence avec les spécificités du site et de l'intervention.

**En cours de prestation, toute modification concernant du personnel doit être argumentée, justifiée et validée auprès de l'ADEME.**

# **3 CONDITIONS D'INTERVENTION**

## **3.1 Suivi de l'intervention**

**L'entreprise titulaire tiendra à jour sur le chantier les documents suivants :**

- Son PP SPS, ses modes opératoires amiante et ceux de ses sous-traitants ainsi que les échanges avec le coordonnateur SPS, la CARSAT, l'Inspection du Travail et l'OPPBTB ;
- La fiche de suivi RSE des deux actions prioritaires pour ce chantier ;
- Tous les journaux de chantier avec leurs annexes et fichiers Excel ;
- L'accostage financier du projet qui sera, quant à lui, communiqué à minima de manière hebdomadaire ;

- Tous les documents venant en complément des informations consignées (résultats d'analyses, procès-verbaux, etc.).

### **3.2 Réunions de chantier et compte-rendu**

Des **réunions de chantier** réuniront régulièrement l'ADEME et/ou le cas échéant son AMO, le Coordonnateur SPS, le titulaire et éventuellement ses sous-traitants. Elles permettront de suivre l'avancement des opérations sur le chantier. Le titulaire a une obligation de présence à ces réunions.

**Il est prévu de programmer des réunions de chantier de manière hebdomadaire pendant la durée du chantier.**

Une réunion de démarrage et de fin de chantier seront également organisées.

Le titulaire rédigera et transmettra à l'ADEME **le compte rendu des réunions** de chantier de manière à acter les principales décisions prises au cours de la réunion et à minima les informations suivantes :

- Le point sur les documents administratifs et contractuels de chantier (PPSPS, Plan de retrait amiante ou mode opératoire amiante, ordres de service, etc.),
- L'état d'avancement du chantier par zone avec photos en incluant le cas échéant les faits marquants, les remarques sécurités, les déchets et travaux supplémentaires, etc.
- Le récapitulatif des travaux supplémentaires, des modifications de la nature des déchets, des dépassements de quantité et des déchets supplémentaires trouvés indiquant les coûts associés en attente de décision ainsi que validés par l'ADEME.
- Le point sur le planning global du chantier et sur le planning de la semaine suivante
- Le point sur le bilan financier à la date de la réunion.
- Liste des participants
- Constats durant la visite préalable à la réunion
- Points abordés durant la réunion
- Attendus

Le compte-rendu sera envoyé à l'ADEME au plus tard 2 jours ouvrés après la réunion de chantier.

Remarque : le compte rendu pourra faire l'objet de propositions de compléments ou de modifications par l'ADEME.

### **3.3 Journal de chantier :**

Le titulaire remplira et **transmettra quotidiennement par courriel ou via une plateforme de partage** à l'ADEME, au coordonnateur SPS et le cas échéant à l'AMO, **un journal de chantier** qui comportera

- **(à minima) les informations suivantes :**
  - Les noms et qualifications des salariés de l'entreprise et des sous-traitants affectés aux différentes tâches,
  - Les noms des visiteurs sur le chantier,
  - Les horaires de travail,
  - Les travaux exécutés, leur nature, leur localisation, avec photos,
  - Les faits marquants de la journée avec photos (incidents, arrêts de chantier avec leur durée et leur cause, les défauts d'approvisionnement, etc.),
  - Les contrôles effectués (contrôle ADR des expéditions, contrôle de la conformité électrique des installations, etc.),
  - Les thèmes des briefing sécurité effectués,
  - .....
- **Adossé à ce journal de chantier, le titulaire mettra à disposition (via un espace partagé) ou remettra quotidiennement son registre de suivi des évacuations déchets. Les informations suivantes seront à faire apparaître :**
  - Numéro du BSD ;
  - Référence sous Trackdéchets ;
  - Poste marché concerné par la facturation ;

- Type de déchet (détails pouvant être apportés sur la typologie du déchet) ;
- Lieu d'origine du déchet ;
- Code CED ;
- CAP associé ;
- Exutoire (incrémenter autant que nécessaire si plateforme de regroupement) ;
- Type de traitement appliqué ;
- Date d'évacuation ;
- Immatriculation remorque ;
- Quantité évacuée (pesée sur site) ;
- Quantité arrivée en filière ;
- Commentaires.

⇒ **Le titulaire pourra proposer son propre outil « quotidien » de reporting qui devra à minima comporter les mêmes items que ceux cités ci-dessous et répondre aux objectifs cités ci-dessus.**

⇒ **En cas de retard de transmission de ce journal de chantier supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et par journal de chantier en retard (cf. projet de marché article 6).**

L'objectif de la fiche journalière est d'identifier au plus tôt toute dérive éventuelle. Cette dérive peut concerner un dépassement

- De quantités
- Et/ou un changement de natures de déchets
- Et /ou un besoin de prestations nouvelles nécessaires à la bonne exécution du marché et non-prévues initialement au marché conclu entre le titulaire et l'ADEME.

En complément de la transmission du journal de chantier, le titulaire s'engage à alerter l'agence, d'abord par appel téléphonique de la personne responsable du chantier puis via une confirmation par courriel de toute suspicion de dépassement de quantité et/ou de natures de déchets non prévues au marché.

⇒ **Sans accord préalable écrit de la part de l'ADEME, aucun dépassement ne sera pris en charge financièrement par l'ADEME.**

### 3.4 Décompte financier hebdomadaire

D'autre part, l'entreprise titulaire établira un **décompte financier hebdomadaire précis des dépenses engagées**, y compris par les sous-traitants et les centres de traitements, qui sera transmis à l'ADEME soit en fin de semaine (vendredi soir), soit pour la réunion hebdomadaire à l'appréciation du chef de projet de l'ADEME. Ce décompte doit être en cohérence avec le journal de chantier (fiche journalière, registre des déchets évacués).

*Ce dernier fera notamment apparaître sous forme de colonnes, le total marché (y compris les montants réactualisés sur la base d'OS), l'accostage prévisionnel proposé par le titulaire du marché, le quantitatif à date (date de communication du décompte financier) et tous commentaires jugés utiles pour la bonne compréhension du document.*

⇒ **En cas de non-transmission de ce décompte financier hebdomadaire et en cas de retard de transmission de cette fiche supérieure à 1 jour ouvré, le titulaire encourra une pénalité par jour calendaire de retard et/ou non-transmission (cf. projet de marché article 6).**

### 3.5 Rapport final d'exécution

A l'issue des travaux, le titulaire remettra à l'ADEME un rapport final d'exécution, synthétisant l'ensemble des opérations réalisées sur le site, qui comprendra :

- **Une description technique** des travaux réalisés ;

- **Un bilan récapitulatif quantitatif et qualitatif** des opérations réalisées (déchets évacués et traités) en indiquant pour chaque nature de déchets les centres de traitement conformément au marché et les numéros de BSD correspondant ;
- Des photographies prises avant, pendant et après les travaux ;
- **Un bilan financier** reprenant le prévisionnel marché, le quantitatif réellement exécuté et précisera sous la forme de commentaire l'ensemble des informations jugées utiles permettant la compréhension des éventuelles évolutions
- **Le planning de la réalisation des opérations** ;
- **Un plan de repérage** précis des différentes catégories de déchets évacués (en vue de faciliter la réalisation ultérieure d'un diagnostic de pollution des sols) et des éventuelles particularités notées lors des travaux ;
- En annexe :
  - Les documents contractuels ;
  - Le cas échéant : les PV huissier ;
  - L'ensemble des documents établis sur le chantier (PPSPS, RSE, résultats d'analyses, compte rendu de chantier...) ;
  - L'ensemble des justificatifs liés à la bonne gestion des déchets présents sur site (CAP, BSD et registres associés extrait des plateformes Trackdéchets et RNTDS) ;
  - Tout élément de preuve attestant la réalisation des prestations dans des conditions conforme aux règles de l'art (certificats de dégazage, etc.) ;
  - Le "journal de chantier" visés aux paragraphes ci-dessus ;

Le délai de remise du rapport est indiqué dans le projet marché à l'article 4. Tous les documents (rapports et annexes) seront communiqués à l'ADEME sous la forme informatique (fichiers WORD, EXCEL ou JPG pour Windows PC).